

ACTION URGENTE

LA PLUS HAUTE COUR DE JUSTICE CONFIRME DES PEINES DE PRISON

Le 28 avril, la Cour d'appel a confirmé les peines d'emprisonnement prononcées à l'encontre des militants et journalistes Sherwan Sherwani, Guhdar Zebari, Hariwan Issa, Ayaz Karam et Shvan Saeed. Le 16 février, le tribunal pénal d'Erbil avait condamné les cinq hommes à six années d'emprisonnement à l'issue d'un procès manifestement inéquitable, sur la base d'accusations forgées de toutes pièces. Ils doivent être libérés immédiatement et sans condition.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Dindar Zebari

Coordonnateur du gouvernement régional du Kurdistan pour le plaidoyer international
Erbil, Kurdistan Region of Iraq, Irak
Courriel : dindar.zebari@gov.krd
Twitter : @DrDindarZebari

Monsieur,

Le 28 avril, la Cour d'appel a confirmé la condamnation à six ans de prison prononcée à l'encontre des militants et journalistes **Sherwan Sherwani, Guhdar Zebari, Hariwan Issa, Ayaz Karam et Shvan Saeed**. Dans son jugement, la Cour a rejeté leurs allégations de torture et de mauvais traitements, invoquant l'absence de preuves, tout en confirmant les chefs d'accusation retenus contre les cinq militants et journalistes, notamment pour avoir « reçu des fonds des consulats américain et allemand », « transmis des informations confidentielles à des entités étrangères » et « coopéré avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ».

Le 16 février, le tribunal pénal d'Erbil a condamné les cinq journalistes et militants à six ans d'emprisonnement à l'issue d'un procès manifestement inique entaché de graves allégations de torture et d'autres mauvais traitements, sur la base de charges visiblement forgées de toutes pièces. Depuis leur condamnation, les cinq militants et journalistes observaient une grève de la faim pour dénoncer leurs conditions de détention. Selon les informations dont dispose Amnesty International, ils sont détenus dans des cellules surpeuplées, sans espace pour dormir, se tenir debout ni marcher. Pendant leur détention, ils ont été soumis à une disparition forcée, certains pendant plus de trois mois.

À la lumière de ce qui précède, je vous prie instamment de libérer immédiatement et sans condition Sherwan Sherwani, Guhdar Zebari, Hariwan Issa, Ayaz Karam et Shvan Saeed, de prendre sans délai toutes les mesures nécessaires pour que leur condamnation injuste soit annulée ou infirmée, et de diligenter dans les meilleurs délais une enquête efficace sur leurs allégations de torture et de mauvais traitements, afin que les auteurs présumés de ces agissements rendent des comptes et que des réparations soient accordées à ces cinq hommes. Dans l'attente de leur libération, je vous engage également à faire en sorte qu'ils puissent consulter des professionnels de santé qualifiés, prodiguant des soins conformes à l'éthique médicale et respectant notamment les principes de confidentialité, d'autonomie et de consentement éclairé, et à ce qu'ils puissent s'entretenir sans restriction avec leurs avocats et leurs proches.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de ma haute considération,

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Ces cinq militants et journalistes ont été arrêtés en octobre 2020 par les *Asayish* (forces de sécurité kurdes) et immédiatement inculpés d'« espionnage » et de « déstabilisation de la sécurité nationale ». Selon les éléments du dossier que son avocat a pu consulter, Sherwan Sherwani a été accusé d'espionnage en raison de ses activités militantes et des voyages qu'il a effectués à l'étranger pour participer à des formations en journalisme. Son avocat n'a pas pu examiner le dossier des autres accusés.

Le 16 février, le tribunal pénal d'Erbil a condamné les cinq militants et journalistes sur la base d'accusations forgées de toutes pièces de « déstabilisation de la sécurité et de la stabilité de la région du Kurdistan irakien », en vertu de l'article premier de la Loi n°21 de 2003.

Le Premier ministre du gouvernement régional du Kurdistan, Masrour Barzani, avait déjà [affirmé](#) que les détenus étaient des espions et des saboteurs et les avait accusés de travailler pour des gouvernements étrangers en vue de planifier des attentats terroristes. Dindar Zebari, coordonnateur du gouvernement régional du Kurdistan pour le plaidoyer international, a assuré que les cinq militants et professionnels des médias n'avaient pas été condamnés en raison de leur travail de journalistes.

D'après les informations dont dispose Amnesty International, les *Asayish* ont fait des descentes au domicile ou sur le lieu de travail des cinq hommes et ont procédé à leur arrestation, parfois en usant de violence. Ils ont ainsi tiré Guhdar Zebari hors de son lit, lui ont couvert les yeux et l'ont menotté, sans même présenter de mandat d'arrêt. De même, des membres des *Asayish* et de la police locale d'Erbil – arrivés à bord de six voitures de police et véhicules 4x4 – ont encerclé le domicile de Sherwan Sherwani, dans la ville d'Erbil, le 7 octobre 2020 vers 16h30, et ont immédiatement enfermé les membres de sa famille dans une pièce de la maison. Les *Asayish* ont ensuite fouillé son domicile, saisissant du matériel électronique, dont son ordinateur portable, son appareil photo, son téléphone et des documents, avant de lui passer les menottes. Ils l'ont couché en joue, puis l'ont traîné hors de la maison.

Amnesty International a reçu une copie du jugement, qui indique que les cinq hommes ont été condamnés à des peines d'emprisonnement en vertu des dispositions de l'article premier de la Loi n° 21 de 2003 du Parlement du Kurdistan irakien et des articles 47, 48 et 49 du Code pénal irakien. Le tribunal a également décidé qu'ils seraient placés sous surveillance policière pendant une période de cinq ans après avoir fini de purger leur peine, et que leurs téléphones, ordinateurs portables et appareils photos seraient saisis. Après la condamnation des cinq journalistes, le tribunal a émis un mandat d'arrêt visant le frère de Shvan Saeed, Ayhan Saeed. Deux autres mandats d'arrêt ont été décernés à l'encontre du journaliste Difaa Harki et du militant Qaidar Hussein. Ces trois mandats évoquent des chefs d'inculpation liés à la sécurité nationale au titre de la Loi n° 21.

Amnesty International a par le passé [rassemblé des informations](#) sur des cas de dispersion violente et d'arrestations massives et préventives de manifestant.e-s dans la région du Kurdistan irakien et en particulier dans la province de Dahuk. En janvier 2020, les membres des *Asayish* ont procédé à une vague d'arrestations dans la province de Dahuk, qui a touché des dizaines de manifestant.e-s, de militant.e-s, de journalistes et de personnes qui étaient sans doute de simples passants lors de manifestations. Ils ont également arrêté, dans le secteur de Baadre (province de Dahuk), un journaliste et deux cybermilitant.e-s qui, selon leurs proches, étaient en route pour Dahuk, où ils voulaient participer à un rassemblement pacifique.

LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : anglais, kurde, arabe
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 6 juillet 2021
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOMS, NOMS ET PRONOMS À UTILISER : Sherwan Sherwani, Guhdar Zebari, Hariwan Issa, Ayaz Karam et Shvan Saeed (ils)

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE :

<https://www.amnesty.org/download/Documents/MDE1437542021FRENCH.pdf>